



RENCONTRE INTERNATIONALE Initiative 4P1000 du 14 au 16 novembre 2022 à TVC-ICRISAT, Niamey, Niger

ÉVALUATION/SUIVI DE LA SEQUESTRATION DU CARBONE DANS LES PAYS DE LA GRANDE MURAILLE VERTE - Contribution des observatoires scientifiques

Organisateurs : IRD (UMRs Espace-Dev, Eco&Sols, iEES, Implantation Niger) et UDDM

CONTEXTE

Cette rencontre est adossée aux stratégies internationales, régionales et nationales de lutte contre le changement climatique et la désertification, en particulier l'initiative 4p1000 (Les Sols pour la Sécurité Alimentaire et le Climat : <https://4p1000.org/>) et l'accélérateur de la Grande Muraille Verte (<https://www.unccd.int/our-work/ggwi/great-green-wall-accelerator>). Elle est une contribution de l'IRD et de ses partenaires à l'objectif 6 « Développer un cadre de référence scientifique incluant les aspects socio-économiques qui montre le potentiel de la santé des sols contribuant à la séquestration du carbone » du plan stratégique de l'initiative 4p1000 (<https://4p1000.org/le-plan-strategique/>) et au suivi et évaluation du bilan carbone dans les pays de la GMV. Dans ces territoires en transformation rapide, il existe déjà plusieurs dispositifs d'observation des changements socio-environnementaux au sens large. Leur contribution au suivi et évaluation de la séquestration du carbone est plus moins affichée, plus ou moins claire. Ils sont mis en œuvre à différentes échelles et ne croisent pas forcément les dimensions biophysiques et socio-économiques du système de séquestration du carbone. Pour toutes ces raisons, ils sont le plus souvent méconnus des uns des autres, et à plus forte raison déconnectés. Dans le cadre des stratégies nationales et globales de lutte contre le changement climatique et la désertification, il est pourtant important que les pays de la GMV soient en capacité de calculer un bilan carbone contextualisé et de suivre et évaluer les causes, mécanismes et conséquences des actions « séquestrantes » ou « libératrices/déconfinantes » qu'ils mettent en œuvre.

La co-construction de l'Observatoire OSAGE-Maradi « Observatoire Scientifique Sociétés-Milieus en Appui à la Gestion durable des terres de Maradi » portée par l'Université Dan Dicko Dankoulodo de Maradi (UDDM) au Niger s'insère dans ces stratégies nationales et globales. La production scientifique de cet observatoire doit permettre de mobiliser des acteurs de la recherche, de la formation et du développement afin de mesurer et suivre rigoureusement la contribution des transitions (agraire, énergétique, hydrologique, ...) en cours sur le territoire de Maradi à la séquestration du carbone. Cet observatoire ambitionne de s'ancrer durablement dans la région de Maradi tout en s'assurant de son articulation aux dispositifs de suivi-évaluation nationaux et internationaux existants.

OBJECTIFS

Dans ce contexte, nous proposons **un temps de rencontre, d'information, de dialogue et de co-construction entre différents acteurs de la recherche, de la formation et du développement** afin de favoriser la contribution des observatoire(s) scientifiques au suivi et évaluation de la séquestration de carbone dans les pays de la GMV. En plus de contribuer au plan stratégique de l'initiative 4p1000, cette rencontre constitue un appui à la mise en place de l'observatoire OSAGE-Maradi « Observatoire Scientifique Sociétés-Milieus en Appui à la Gestion durable des terres de Maradi ».

DEROULEMENT

La rencontre **s'organisera du 14 au 16 novembre 2022** autour de sessions en plénière et en groupes parallèles en format hybride (présentiel, distanciel) à Niamey dans les locaux de l'ICRISAT. Ces sessions seront sous forme de présentations spécifiques et de table ronde d'experts, suivis d'ateliers collectifs de travail selon les quatre axes suivants :

Axe 1. Problématique et enjeux, quelle diversité de points de vue en termes de séquestration de carbone et d'observatoire scientifique ?

Il s'agira d'informer, partager et discuter les points de vue sur la séquestration du carbone (enjeux/évaluation, causes/mécanismes/conséquences), sur l'observatoire scientifique (enjeux, types, méthodes, contraintes...) et sur leurs liens, afin d'apprendre les uns des autres et se comprendre, afin d'initier un vocabulaire partagé.

Axe 2. Réalité dans les pays de la zone GMV, de quel existant parlons-nous en termes de production et partage d'information, de potentielle complémentarité ?

Il s'agira de décrire précisément les dispositifs existants, comment ils fonctionnent et ce qu'ils produisent, quels sont leurs outils, leurs indicateurs, à quelle échelle ils travaillent. Ce partage d'information permettra d'analyser ensemble leur potentielle complémentarité, d'identifier les manques ou les verrous s'il y en a.

Axe 3. Appui à la construction de l'observatoire OSAGE – Maradi, quel modèle intégré ?

Il s'agira d'informer sur le projet d'observatoire OSAGE-Maradi (spécificités de Maradi, état d'avancement, approches promues pluri et interdisciplinaires, systémique et participative, de capitalisation et mutualisation) et d'avancer dans la co-construction de cet observatoire avec les parties prenantes, en faveur de son ancrage territorial infra-national (région de Maradi) et supra national (zone sahélienne de la GMV).

Axe 4. Création d'une communauté mobilisée dans le suivi et évaluation de la séquestration du Carbone dans les pays de la GMV, quelle vision partagée ?

Il s'agira de co-construire une vision partagée du dispositif emboîté (entre pays, entre échelle, entre disciplines, entre acteurs) en capacité de fournir un cadre de référence scientifique aux différents acteurs (gestionnaires, scientifiques, sociétés civiles, décideurs et bailleurs) des pays de la GMV, d'ancrer l'observatoire de Maradi dans cette dynamique régionale. Il s'agira de formuler une déclaration commune des besoins et actions à mener et ainsi d'initier une communauté mobilisée à long terme.

Contacts : Hassane Bil-Assanou Issoufou (bil-assanou.issoufou@univ-maradi.org) et Maud Loireau (maud.loireau@ird.fr)

Financé par IRD (contribution 4P1000), avec le soutien de : ESPACE-DEV, Ambassade de France Niger, Haut-Commissariat I3N, réseau CaSA 1